

Changer la destination alimentaire pour changer l'agriculture

A l'aube de l'ouverture d'un énième salon de l'agriculture, les flonflons de la presse aux ordres des lobbys de la chimie et de l'agroalimentaire vont nous abreuver comme à l'étable des normes environnementales et sanitaires injustes frappant les agriculteurs. Pas un mot sur les fortunes des Arnault, Riboud, Mulliez, Leclerc, Bayer, Euralis, véritables parasites du système. Pas un mot sur les ronds points qui perdurent, recouverts par des tonnes de déchets dans une vase crasse lessivée de deux mois de précipitations.

S'il est bien une norme qui frappe injustement le monde agricole et tous les travailleurs de la terre, de l'agroalimentaire et de la grande distribution, c'est bien la norme **de la rémunération sans partage des actionnaires qui pillent les ressources alimentaires et renforcent sans discontinuer l'exploitation des paysans, des travailleuses et travailleurs**. Ce sont bien **66 milliards de résultat net** qui ont été servis en 2024 après impôt pour un Chiffre d'affaire record de 380 milliards. La réorientation de l'agriculture concentrée dans des domaines de plus en plus importants marque le pas du fait d'un surinvestissement dans le capital machine et une réduction très forte de la main d'œuvre. Les choix opérés avec l'aval des pouvoirs publics consacrant près de la moitié des grandes cultures en volume pour la production d'énergie. Cela conduit des groupes à s'enrichir honteusement **au détriment de l'alimentation humaine** quand 1 milliard d'humains sur la planète sont en état de disette et famine. Le renforcement des exportations et d'une agriculture tournée à 75% vers l'agroalimentaire accroît sa dépendance totale. Aucune mesure actuelle ne va compenser les pertes subies sur le revenu agricole et sur l'exploitation renforcée des travailleurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Seule une réorientation totale de **l'alimentation et de l'agriculture** pourrait mettre un terme à ces politiques d'enrichissement massif de **quelques uns** au détriment **des millions de travailleurs et travailleuses, qu'ils soient petits propriétaires terriens ou salariés des entreprises**.

La dermatose est un des aspects des contradictions du système qui accentue la crise alors que les frontières douanières vont s'ouvrir grandement aux élevages Brésiliens et Argentins, dans un an, disqualifiant les protections mises en place sur les aspects sanitaires et environnementaux.

Constater le désordre organisé **par le MEDEF, la FNSEA et les droites extrêmes** nous permet de nous élever contre le fait que beaucoup trop de citoyens sont atteints **de pathologies** dont **les cancers dues aux additifs dans l'alimentation ultra transformée et aux pesticides**. Il est aussi de notoriété publique que le système accentue le **séparatisme alimentaire en jetant en pâture 15%** de la population dans les queues des restos du cœur et autres organismes de la banque alimentaire. A l'identique, quand des milliers de citoyens attendent que **les poubelles de la grande distribution se remplissent pour manger**. Réorienter le système alimentaire constitue le seul enjeu de civilisation pour protéger les travailleuses et travailleurs de la terre de l'agro alimentaire et de la distribution.

Continuer à vouloir réduire le vivant en épuisant les sols, réduisant les ressources en eau, drainant les grandes cultures conduit, par un effet ciseau à la destruction de milliers d'hectares de terres arables du fait de l'aggravation du dérèglement climatique. Continuer sans relâche à équiper d'énormes chalutiers avec filets dérivants détruit les fonds marins et la ressource. Amplifier les coupes rases de feuillus amène les massifs forestiers à consommer davantage de carbone et à réduire la biodiversité sauvage.

Le capitalisme agricole doit être dépassé pour laisser la place à une planification de coopération entre producteurs, transformateurs, distributeurs sous l'égide d'un statut public rénové. Cela appelle une relation profonde entre travailleuses et travailleurs. Coopérer avec le vivant devient une audace de notre temps.

Considérer que le désordre économique, la gabegie financière et les atteintes aux droits sociaux et environnementaux doivent cesser, nécessite des mesures audacieuses. Asseoir la production agricole ainsi que la transformation et la distribution sur deux décisions.

- Attribuer un revenu **à vie ou salaire à vie à toutes et tous les producteurs et transformatrices** pour en finir avec une PAC aléatoire, bureaucratique et soumises aux aléas du seul marché capitaliste. Pour sortir de l'enlaidissement du marché qui gaspille les ressources et épuisent les travailleuses et travailleurs en les spoliant. Ce revenu sera défini en termes de droits statutaires leur garantissant leurs métiers dans

le cadre de l'intérêt général. Celui-ci sera intimement lié aux aspects sociaux, sanitaires, gustatifs, nutritionnels, environnementaux.

- Le **droit d'usage sur le foncier devant suppléer** à l'obsolète droit de **propriété** pour mettre fin aux spéculations et à l'achat des terres par des groupes financiers et des entreprises énergétiques. **La réquisition des entreprises agricoles et agro alimentaires cotées en bourse** et ou démesurées constitue une exigence sociale et environnementale.
- Attribuer **un droit universel à l'alimentation** à chaque citoyenne et citoyen permettra enfin de ne plus dépendre de l'injustice alimentaire provenant de ses faibles revenus mais bien de **la cotisation sociale ou chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.**
- **Reterritorialiser l'alimentation par bassin de production** en démultipliant la diversité de production en polyculture élevage, permettra de satisfaire les besoins des populations en réduisant les impacts carbonés dus aux transports.
- En finir à terme avec les **élevages concentrationnaires** comme avec les abattoirs démesurés en intégrant de nouveau dans chaque unité de production d'élevage des abattoirs de proximité.
- **Intégrer l'agro écologie dans** tous les parcours de production nécessitera des formations tout au long des carrières intégrées dans le statut et un accompagnement des organismes d'Etat, des associations et des chambres consulaires qui seront réformées.
- Economiser les naturels communs, eau, terres, forêts, air permettra la construction d'un modèle agricole résilient avec la latéralisation des cours d'eau pour se protéger des amas de précipitations et pour redonner l'eau à la terre Investir dans l'implantation de milliers de kms de Haies pour infiltrer l'eau et accueillir la biodiversité.
- La planification publique sera élaborée dans les conseils économiques, sociaux et environnementaux réformés.
- La mise en place de cette politique publique associera l'ensemble des forces de production, de transformation, de distribution, associative, environnementale et institutionnelle.
- Les établissements publics (cantines), d'Etat, des régions, départements, communes et intercommunalités, universités, hospitaliers, du médico

social seront à même de préparer une alimentation 100% fabriquée maison et 100% Bio à terme des objectifs planifiés par bassin de production.

- Des planifications d'objectifs seront contractualisées pour les convertir à la gestion publique et à la transition alimentaire. Les entreprises privées gérées par les multinationales seront réquisitionnées pour passer en gestion publique.
- Sous l'égide des collectivités publiques des restaurants publics seront ouverts ou créés dans les quartiers, les villages, les entreprises pour nourrir toutes les citoyennes et citoyens en jours ouvrés soit 12 repas par semaine. Chaque citoyen aura accès aux restaurants publics dans le cadre de la cotisation universelle.